



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes relative à l'analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle

Réponse du groupe France Telecom

18 novembre 2008 – 9 janvier 2009

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-m18-bilan-diff-audio-181108.pdf

Groupe France Telecom - *Analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle*



Introduction

France Télécom a pris connaissance de la consultation initiée par l'ARCEP sur le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle et souhaite faire part des commentaires suivants.

Au sein de ce marché, le groupe France Télécom est présent sur le *marché de gros aval*, en tant qu'éditeur de services, mêlant chaînes de télévision et contenus interactifs et à la demande : Orange Sport, Orange Foot et Orange Cinéma Séries et sur le *marché de détail* en tant que distributeur commercial de chaînes et de bouquets de télévision sur l'ADSL, la fibre, le satellite et sur le mobile.

Le groupe France Télécom n'est pas présent sur le *marché de gros amont* de la diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.

1. Opportunité de réguler le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle

La précédente analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuel a été réalisée par l'ARCEP sur la base de l'appartenance de ce marché à la liste figurant dans la recommandation des « marchés pertinents » de la Commission Européenne du 11 février 2003. Deux décisions ont résulté de cette analyse : la première définit le marché pertinent de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels et désigne un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché, la seconde porte sur les obligations imposées à cet opérateur.

Ce marché ne figure désormais plus dans la nouvelle recommandation révisée le 17 décembre 2007 (2007/879/CE). Par conséquent, la nouvelle analyse nécessite une justification particulière pour pouvoir être réalisée.

2. Délimitation du marché pertinent

Indépendamment de cette justification que l'ARCEP doit établir pour la pertinence de l'analyse, le groupe France Télécom souhaite apporter quelques commentaires sur la délimitation du marché pertinent.

Les offres de gros de diffusion de programmes télévisuels par ADSL et les offres de gros de diffusion de programmes télévisuels par les réseaux hertziens terrestres ne sont effectivement pas substituables.

En effet, les taux de couverture s'avèrent très différents. Alors que la TV/ADSL permet de ne couvrir qu'environ 40 % de la population et que ce taux ne devrait guère évoluer sur les prochaines années pour des raisons principalement technologiques, la couverture de la TNT atteignait déjà 85 % de la population en juin 2008 et continuera à s'accroître pour respecter le seuil minimum de 95%, fixé par la loi de 86 sur l'audiovisuel. En décembre 2008, le CSA a publié la liste des 1626 zones qui seront couvertes par la TNT pour la date d'extinction de l'analogique (i.e. le 30 novembre 2011) alors qu'à cette même date, seules 678 zones (incluses dans les 1626) avaient fait l'objet de décisions antérieures du Conseil. Même si la couverture des derniers pourcentages de la population requiert un plus grand nombre de sites d'émission, lors de l'arrêt de l'analogique, la couverture du réseau TNT s'approchera de la zone de réception des réseaux historiques des premières et secondes chaînes de télévision analogique (environ 99 %).

En outre, le nombre et les services de télévision accessibles par TNT et par ADSL s'avèrent très différents, il existe une substitution asymétrique entre les services de télévision sur réseau terrestre hertzien et les services de télévision par ADSL disponibles en plus grand nombre. Une précision réglementaire doit être apportée en ce qui concerne les services disponibles, le CSA sélectionne selon les critères définis par la loi et autorise les services sur les réseaux hertziens



après un processus d'appel à candidature alors que les services distribuées en ADSL suivent un circuit déclaratif auprès de l'instance de régulation, après un choix effectué par le distributeur.

Par ailleurs, les services de diffusion sur ADSL font déjà l'objet d'une intervention réglementaire ex-ante par le biais du dégroupage de la boucle locale. Ainsi, grâce à cette régulation, les opérateurs audiovisuels bénéficient de conditions de marché très attractives pour leur transport, en leur permettant d'accéder à ce réseau à un prix très bas. Ce dernier point, l'existence d'une régulation contraignante, constitue pour le groupe France Télécom l'élément principal à prendre en compte.

3. Sur l'accès à des infrastructures essentielles

Les sites « points hauts », dont la définition communément admise correspond au réseau primaire de diffusion hertziennne de la télévision, permettent de couvrir selon le CSA environ 85 % de la population en télévision fixe et comprennent environ une centaine de sites et constituent pour un grand nombre d'entre eux, des sites difficilement répliquables – il s'avère impossible en effet de construire une seconde Tour Eiffel ou de trouver d'autres sites montagneux équivalents au Pic du Midi – dans le cadre du marché de la diffusion hertziennne terrestre tel que défini par l'ARCEP.

L'initialisation¹ des téléspectateurs confère un plus grand attrait encore à ces points hauts. En cas de nouvelles émissions à partir de ces mêmes points, les téléspectateurs les reçoivent immédiatement après réglage de leur tuner et n'ont pas à réaliser d'autres travaux parfois longs et coûteux sur leurs installations de réception -adjonction d'une antenne par exemple-, qui deviendraient nécessaires pour une partie plus ou moins importante d'entre eux selon les zones concernées en cas d'émission à partir d'un ou plusieurs nouveaux sites. Les difficultés en cas de non initialisation se posent à la fois pour les téléspectateurs et l'éditeur du service, puisque sa part d'audience se trouve nécessairement réduite.

Le groupe France Télécom souhaite que l'accès à ces infrastructures qui peuvent être qualifiées en partie d'essentielles soit facilité notamment lors de la mise en œuvre de nouveaux services. Dans ce cadre pourrait effectivement figurer le DVB-H dont l'ingénierie de réseau, en cours d'étude, aura besoin probablement de s'appuyer sur ces points hauts. En outre le groupe France Télécom souhaite que tout dispositif mis en œuvre ne remette pas en cause la capacité des acteurs à agir sur ces marchés et ne constitue pas un frein dans le développement et l'innovation concernant les services audiovisuels et plus généralement de contenus.

¹ Au sens classique de l'audiovisuel : ensemble des téléspectateurs dont l'installation de réception permet effectivement de recevoir les émissions. (une des conditions est qu'au moins une antenne doit être dirigée sur cet émetteur)